

Daniel Bensaïd, Olivier Besancenot

Coup de barre à gauche ?

Après une année de KO technique, la gauche plurielle est-elle de retour ? Les dérapages rhétoriques du Premier ministre pourraient le laisser croire. Le fait est que Laurent Fabius, à la tribune du congrès de Dijon, ou François Hollande, à celle de l'Assemblée, ont emprunté les accents de Jaurès ou de Blum. Le ton y était, pas le fond.

Ce gauchissement verbal n'a rien de surprenant. Face à une droite de combat, c'est la seule chance des socialistes de retrouver un peu de crédit auprès des couches populaires malmenées par la déferlante des contre-réformes libérales. 2007 est encore loin : à l'approche des grandes échéances électorales, ils auront largement le temps de verser quelques litres d'eau dans leur vin de messe.

Devant l'enlisement mondialisé dans la récession ou dans la stagnation, des voix de plus en plus nombreuses, de Georges Soros à Joseph Stiglitz, s'inquiètent des déchirures sociales générées par la jungle marchande et d'une concurrence débridée qui mène tout droit à la guerre de tous contre tous. Certains se prennent à rêver de nouvelles régulations et d'un libéralisme à visage humain.

Un virage néokeynésien serait-il donc à l'ordre du jour pour la social-démocratie européenne ? C'est fort improbable, pour plusieurs raisons.

D'une part, les gérants loyaux du capital que sont les Tony Blair, les Schröder, les Strauss-Kahn devraient pour cela détricoter leur ouvrage, et faire en sens inverse le chemin parcouru depuis quinze ou vingt ans. Car, pour relancer l'État social, il ne suffirait pas de don-

ner un coup de pouce aux salaires et d'encourager la consommation des ménages. Il faudrait aussi une reprise en main démocratique du levier monétaire abandonné à la Banque centrale européenne. Il faudrait un projet de grands travaux et de services publics à l'échelle de l'Europe. Il faudrait une réduction coordonnée du temps de travail et un développement de l'emploi public. Il faudrait une harmonisation des systèmes de protection sociale. Il faudrait donc une réforme fiscale fortement redistributive. Il faudrait rompre avec le credo libéral de Maastricht et d'Amsterdam (confirmé par le projet constitutionnel européen de Giscard). Bref, il faudrait une politique terme à terme opposée à ce qu'on fait et à ce que font les sociaux-démocrates au gouvernement.

Or, la base sociale de ces partis a changé. Les liens des appareils politiques avec les milieux patronaux et financiers se sont renforcés alors que leurs liens avec les mouvements sociaux et populaires s'étiolaient. Les privatisations ont favorisé une fusion organique des élites privées et publiques. Les transferts de la haute fonction publique vers le privé, la navette des dirigeants socialistes (Martine Aubry, Strauss-Kahn, etc.) entre les ministères et les conseils d'administration en sont emblématiques.

C'est pourquoi les effets de tribune de pure opportunité ont aussi peu de crédit dans l'opinion. À la veille de l'élection présidentielle de 2002, trois quarts des sondés déclaraient ne plus voir de différence majeure entre la gauche et la droite. Lors des récentes mobilisations sociales, jusqu'à deux tiers des sondés se sont déclarés hostiles à la réforme des retraites, mais deux tiers estimaient aussi que la gauche ne ferait pas mieux que la droite en la matière. Et pour cause : en cinq ans de gouvernement

Jospin, pas une seule fois, elle n'a songé à remettre en cause la loi Balladur de 1993, et le rapport Charpin sur les retraites préparait le terrain à la réforme Fillon, tout comme le dénigrement des enseignants par le ministre Claude Allègre le préparait aux réformes Ferry ! On n'oublie pas en quelques mois que le gouvernement Jospin a privatisé davantage que le gouvernement Balladur, que la réforme Juppé s'est appliquée sous son quinquennat, que les 35 heures à la mode Aubry ont accentué la flexibilité, que le partage entre revenus du travail et du capital n'a cessé d'évoluer en faveur des seconds, que le pays a été engagé dans deux guerres sans vote et pratiquement sans débat parlementaire.

Comme le disait Henri Emmanuelli dans un entretien avec Gérard Desportes et Laurent Mauduit, « les dirigeants socialistes ont cédé sur tout ». Lui qui les connaît bien estime carrément « qu'ils jouent la comédie quand ils vont à Porto Alegre, pas quand ils vont à Davos » (*in* Gérard Desportes et Laurent Mauduit, *Adieu au socialisme*, Paris, Grasset, 2002).

En 1990, Laurent Fabius s'interrogeait déjà ouvertement sur ce que pouvait signifier « être de gauche aujourd'hui ». Il poussait l'audace jusqu'à se demander à haute voix en quoi, « s'il est assurément démocrate, le socialisme moderne est-il socialiste ? » Excellente question. Merci de se l'être posée. Et dommage de l'avoir laissée sans réponse. Avant de devenir Premier ministre, Lionel Jospin constatait lucidement : « La réforme a vaincu la révolution, mais les réformistes donnent l'impression de ne plus croire aux réformes » (Lionel Jospin, *L'Invention du possible*, 1994). Cette impression était la bonne. Une économie de marché sans une société de marché est aussi peu vraisemblable qu'une guerre sans massa-

ces et qu'un cimetière sans cadavres. À force d'alternance sans alternative et de réformisme sans réformes, la gauche gestionnaire part en fumée. Ses principes fondateurs les plus élémentaires (un idéal d'égalité et de justice, un sens du bien et du service public, un attachement aux solidarités et à la laïcité) sont battus en brèche jusque dans des propres rangs.

En ressuscitant le spectre rouge du socialisme, Jean-Pierre Raffarin rend finalement service aux dirigeants socialistes, leur prêtant une couleur depuis longtemps effacée. Selon Dominique Strauss-Kahn, la grande nouvelle du congrès de Dijon sera que le parti s'y est crânement proclamé « réformiste de gauche ». Réformiste, il l'est depuis belle lurette. De gauche, il l'est de moins en moins. Au mieux de centre-gauche, et souvent de centre-centre.

Il entraîne dans cette spirale ses partenaires de la gauche plurielle. En adoptant le quinquennat et l'inversion du calendrier électoral, le gouvernement Jospin a renforcé la logique institutionnelle du présidentielisme et du bipartisme (qui lui a d'ailleurs été fatale). Les travaux d'approche pour une sorte d'UMP de gauche (quelle qu'en soit la forme organisationnelle) ont déjà commencé. Le congrès du

Parti communiste a décidé de ne rien décider jusqu'à ce que sonne l'heure de sauver les élus. Dominique Voynet s'affaire à jeter des passerelles. D'autres suivront. Ces grandes manœuvres d'appareil ne sont pas de nature à résorber la fracture entre une gauche satellisée par un Parti social-libéral et un électorat populaire exaspéré par les attaques brutales de la droite et du patronat.

Le grand écart persistant, entre la remobilisation sociale perceptible depuis quelques années dans la plupart des pays européens et un paysage politique dévasté à gauche, est de plus en plus évident. Les manifestations géantes se succèdent en Italie, mais les projets réactionnaires de Berlusconi s'appliquent. José Aznar est confronté à une opposition populaire massive sur la question de la guerre et du prestige, mais il tire son épingle du jeu aux élections. Les mesures annoncées par Tony Blair ou Gerhard Schröder ne se distinguent pas fondamentalement de celles de Raffarin. Ni l'un ni l'autre ne remettent en cause le carcan du pacte de stabilité. Bref, les socialistes de gouvernement ont à tel point discrédité les réformes que la droite conservatrice peut en faire son étendard et se présenter

comme le parti du mouvement, baptisant « réforme » une politique de régression qui détruit méthodiquement un demi-siècle d'acquis sociaux.

Un député européen de droite a déclaré récemment qu'entre la droite et l'extrême gauche, il n'y avait plus rien. C'est, bien sûr, très exagéré. En termes de projets de société, ce n'est pourtant pas si faux. Si l'on ne veut pas se retrouver dans une situation comparable à celle de l'Argentine, où, après que les mouvements sociaux aient renversé trois gouvernements en quelques mois, les élections se sont réduites à un mauvais choix entre un péroniste pourri et un péroniste tempéré, il est urgent de donner vie à la « gauche de gauche », que Pierre Bourdieu appelait de ses vœux. Les trois millions de voix recueillies par les candidats de la gauche révolutionnaire à l'élection présidentielle montrent que c'est possible. C'est même nécessaire, si l'on ne veut pas que l'exaspération et les frustrations accumulées dans les milieux populaires les plus vulnérables ne profitent à un Le Pen qui en fait discrètement son miel.

Le Figaro, mars 2003